

RAPPORT ANNUEL

NOV 2024 - OCT 2025

PLAIDOYER | IMPACT | COOPÉRATION | ÉQUIPE



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE
GRUPE AFRIQUE II

TABLE DES MATIÈRES

p1

Chiffres clés - exercice 2025

p4

Messages

- Message du Président du Groupe Afrique II
- Message de l'Administrateur pour le Groupe Afrique II

p6

Plaidoyer

- Priorités du Groupe de la Banque mondiale
- Objectifs généraux de la Stratégie du Bureau
- Innovations dans les Guichets de l'IDA21

p10

Impact

- Portefeuille BIRD et IDA
- Approbations de nouveaux projets
- Profil de financement BIRD et IDA dans les pays du Groupe Afrique II
- Exemple de financement innovant - une histoire de réussite
- Priorités de développement et exemples de projets à forts impacts
- Enquête auprès des pays du Groupe Afrique II

p18

Coopération

- Missions dans les pays du Groupe Afrique II
- Coopération avec les organisations internationales et régionales
- Caucus Africain 2025 à Bangui/République Centrafricaine (RCA)
- Programme de renforcement des capacités | 20ème cohorte

p25

Gouverneurs et Gouverneurs suppléants

p27

Équipe

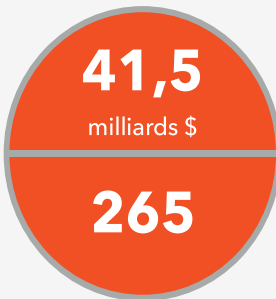
- Personnel du Bureau du Groupe Afrique II

NOMBRE DE PAYS



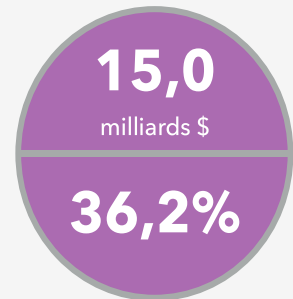
POPULATIONS

PORTFEUILLE CUMULÉ



PROJETS ACTIFS

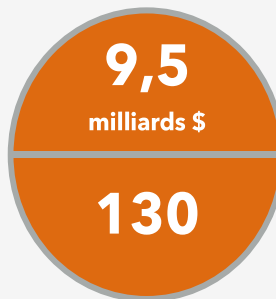
DÉCAISSEMENTS CUMULÉS



TAUX DE DÉCAISSEMENT
GLOBAL


GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
 GROUPE AFRIQUE II
 EXERCICE 2025

FINANCEMENTS APPROUVÉS



PROJETS

PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS FINANCÉS



Appui
budgétaire



Transport



Développement
urbain



Mine et
énergie



Gouvernance

MESSAGE DU PRESIDENT DU GROUPE AFRIQUE II

L'année fiscale écoulée a été marquée par une conjoncture économique mondiale instable. Les incertitudes persistantes, les tensions géopolitiques, la volatilité financière et les effets du changement climatique ont freiné la reprise postpandémie. Pour les pays de notre Groupe, cela a signifié (i) une pression renforcée sur les finances publiques, (ii) une hausse des coûts de la dette limitant les marges de manœuvre budgétaires et (iii) une exposition accrue aux aléas climatiques, notamment pour les petits États insulaires.

En plus de ces défis, l'accès à l'électricité demeure une problématique qui freine le développement humain et économique de nos pays : parmi les 600 millions d'Africains sans électricité, nombreux sont ceux qui vivent dans les pays de notre Groupe.

Dans ce contexte difficile, la 21ème reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA21) s'est distinguée par une mobilisation record. Nous exprimons nos sincères remerciements aux pays donateurs pour leur engagement envers les pays les plus vulnérables. L'Afrique, qui bénéficie de 70 % des ressources de l'IDA, pourra ainsi renforcer ses efforts dans des domaines prioritaires tels que la résilience climatique, le capital humain, la transformation économique, la gouvernance et la lutte contre la fragilité.

Le Bureau de l'Administrateur pour le Groupe Afrique II a joué un rôle déterminant dans ce processus, en assurant la coordination avec les pays membres et en défendant leurs priorités. Il a contribué à mobiliser le continent africain au niveau le plus élevé pour obtenir cette forte reconstitution des ressources de l'IDA. Je remercie l'ensemble de l'équipe pour son engagement et son professionnalisme.

L'exercice 2025 a été également marqué par le recentrage de notre Groupe à la suite de la réforme survenue à partir du 1er novembre 2024 au niveau du Conseil d'administration du Fonds monétaire international. Comme conséquence, les réunions traditionnelles du Groupe Afrique II comprenant le Groupe de la Banque mondiale (GBM) et le Fonds monétaire international sont désormais constituées uniquement des Gouverneurs du GBM. Nous saluons les efforts du Bureau qui veille à la mise en œuvre de cette réforme d'une manière efficiente.

En ce qui concerne le financement des économies de nos pays, l'année fiscale 2025 a vu une intensification de l'engagement du GBM dans les pays du Groupe Afrique II, grâce à l'efficacité du plaidoyer du Bureau de l'Administrateur. En effet, d'importants financements ont été approuvés, notamment dans le domaine de la gouvernance macroéconomique, du transport, du développement urbain et de l'énergie.



M. Ilyas Moussa Dawaleh

Ministre de l'Economie et des Finances
chargé de l'Industrie
Gouverneur GBM (Djibouti)
Président du Groupe Afrique II

Au titre des réformes majeures survenues au sein du GBM au cours de cette période, je voudrais mentionner le recentrage des opérations sur la mise en œuvre des projets et programmes pour plus d'impact, une simplification des procédures et une approche plus intégrée grâce au nouveau Cadre de partenariat avec les pays (CPF). Ces évolutions démontrent la volonté du GBM de mieux répondre aux défis du développement dans un monde en mutation.



Pour aider nos pays à tirer profit de ces réformes, le Bureau de l'Administrateur a élaboré et entamé la mise en œuvre d'une stratégie 2025-2026 alignée sur les réformes du GBM, qui nous a été présentée lors de la réunion des Gouverneurs en avril 2025. Cette stratégie du Bureau s'aligne sur les nouvelles priorités de développement définies par le GBM, visant à offrir une réponse inclusive, proactive et axée sur les résultats, afin de répondre au mieux aux attentes des pays membres.

Pour conclure, nous appelons le Bureau de l'Administrateur à poursuivre ses efforts de plaidoyer pour un financement accru, notamment en faveur de l'accès à l'énergie, à travers la mise en place d'un plan quinquennal pour l'énergie en Afrique et d'un fonds fiduciaire spécifique pour mobiliser massivement les ressources nécessaires. Les autres dossiers importants pour le Groupe doivent également continuer de faire l'objet d'un suivi renforcé, en particulier la nécessité d'une stratégie de la Banque en faveur des petits États, qui intègre pleinement leurs particularités et la problématique de leur vulnérabilité.

Alors que nous poursuivons notre action collective, le Groupe Afrique II reste déterminé à faire entendre une voix africaine forte et unie au sein du Groupe de la Banque mondiale. Notre capacité à transformer les défis en opportunités, à renforcer la solidarité régionale et à promouvoir un développement inclusif, durable et résilient, sera la clé de notre avenir commun.

MESSAGE DE L'ADMINISTRATEUR POUR LE GROUPE AFRIQUE II

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport de mon Bureau à l'issue de ma première année d'activités en tant qu'Administrateur pour le Groupe Afrique II. Je saisis cette occasion pour réitérer mes remerciements à l'ensemble des Gouverneurs pour la confiance et tout le soutien dont mon équipe et moi bénéficions de leur part depuis ma prise de fonction.

Une de mes premières activités avait consisté à aligner l'organisation de notre Groupe au système de gouvernance du Groupe de la Banque mondiale à la suite de la création d'une troisième chaise pour l'Afrique subsaharienne au Fonds monétaire international (FMI). Nous nous sommes ensuite attelés à la mise en œuvre du Plan stratégique du Bureau dans la perspective d'obtenir l'augmentation des ressources du GBM en direction de nos pays, notamment dans certains secteurs stratégiques.

Au total, 130 projets ont été approuvés pour un montant cumulé de 9,5 milliards USD au cours de l'exercice fiscal, 2025 au titre des financements de l'IDA et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), contre 93 projets pour 7,0 milliards USD pour l'exercice fiscal 2024. Dans le cadre du financement du secteur privé, 2,4 milliards USD ont été octroyés par la Société financière internationale (IFC) aux pays du Groupe. L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) s'est aussi inscrite dans cette dynamique en mettant en place un nouveau mécanisme de garantie d'échange de la dette contre les projets de développement.

Au cours de l'exercice 2025, le GBM a déployé une nouvelle approche visant à mettre l'emploi au centre de ses préoccupations en tant que passage obligé vers la prospérité. L'objectif est d'aider les pays à promouvoir un secteur privé dynamique qui soit en mesure de convertir la croissance en emplois locaux en ouvrant des opportunités aux populations locales.

Pour notre Groupe, l'exercice 2025 a été particulièrement marqué par la 21ème reconstitution des ressources au titre de l'Association internationale de développement (IDA21), l'opérationnalisation de l'initiative Mission 300 (M300) visant à accélérer l'accès à l'énergie en Afrique de pair avec le programme de digitalisation du continent, la revue de l'actionnariat de la Banque dans le contexte de la poursuite des souscriptions et des paiements par nos pays des parts qui leur ont été attribuées, au titre de l'augmentation générale et sélective du capital de 2018, et la réforme du Cadre de partenariat pays (CPF) du Groupe de la Banque mondiale avec les pays bénéficiaires de son assistance.

La 21ème reconstitution des ressources de l'IDA a permis de lever 23,7 milliards de dollars de contributions qui devraient permettre de mobiliser un montant d'environ 100 milliards de dollars de financements concessionnels. Ce niveau de reconstitution est le plus élevé de l'histoire de l'IDA et représente presque deux fois le montant de l'IDA17.



M. Harold Tavares

Administrateur pour le Groupe Afrique II



Pilotée par le GBM et la Banque africaine de développement (BAD), la Mission 300 est une initiative unique qui rassemble les gouvernements africains, le secteur privé et les partenaires au développement, afin de fournir une électricité abordable, et d'élargir l'accès à l'électricité à 300 millions d'Africains à l'horizon 2030. Dans la foulée du lancement de ce programme, le Bureau a poursuivi son plaidoyer pour un Fonds fiduciaire multi-donateurs pour l'énergie afin de faciliter le financement des projets énergétiques nationaux et régionaux transformateurs sélectionnés dans le cadre des Pactes énergétiques des pays.

Le plaidoyer sur l'accélération du programme de digitalisation de l'Afrique a été également accentué. La Banque mondiale, en collaboration avec l'Union africaine et les organisations d'intégration sous-régionales, a mis en place des programmes multi-phases visant à améliorer l'accès à l'internet en Afrique subsaharienne.

En janvier 2025, le Conseil d'administration a lancé le processus de la revue quinquennale de l'actionnariat de la BIRD conformément aux principes adoptés à Lima (Pérou) en 2015. Cette revue en cours pourrait conduire à un nouveau réalignement de l'actionnariat, pouvant engendrer une nouvelle augmentation de capital, afin de parvenir à un équilibre équitable des droits de vote sur la base des données récentes disponibles tout en augmentant les capacités d'intervention de l'Institution. Cette nouvelle revue intervient pendant que la souscription et le paiement des actions attribuées dans le cadre de l'augmentation de capital de 2018 sont en train d'être clôturés aussi bien pour la BIRD que pour IFC.

Le Groupe de la Banque mondiale travaille actuellement sur une réforme de son cadre de partenariat bilatéral à moyen terme avec les pays bénéficiaires de son assistance. La nouvelle approche se concentre sur la simplicité, l'efficacité et la flexibilité. La période de couverture passe d'un maximum de six ans à un maximum de dix ans, permettant un meilleur alignement avec les impacts de développement à long terme.

La transformation durable des économies de nos pays requiert la continuité des réformes, la mobilisation des financements publics et privés, ainsi qu'un renforcement continu des capacités humaines et institutionnelles. Au cours des prochains mois, le Bureau continuera de travailler avec le GBM et les pays membres de notre Groupe, sur la base de notre Plan stratégique, afin d'accroître les soutiens nécessaires à l'atteinte de ces objectifs.

PRIORITÉS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Les priorités du Groupe de la Banque mondiale, présentées lors des Réunions de Printemps 2025, visent à favoriser la création d'emplois inclusifs dans les pays membres de l'Institution par le développement des infrastructures, le renforcement de la gouvernance et la mobilisation accrue des capitaux privés. L'approche met l'accent sur l'énergie, l'éducation, le numérique et le soutien aux entreprises, avec une attention particulière aux contextes fragiles.

Elle est articulée autour de plusieurs axes structurants visant à renforcer l'impact des interventions du GBM dans les pays partenaires. Ces axes comprennent :

Trois piliers fondamentaux

- ✓ *Production de connaissances* : réalisation de diagnostics nationaux du marché du travail pour identifier les défis spécifiques à chaque pays.
- ✓ *Solutions concrètes* : appui aux gouvernements pour stimuler la création d'emplois via le secteur privé, les infrastructures, et le renforcement des liens entre les individus et les opportunités économiques.
- ✓ *Financement ciblé* : mobilisation de prêts pour soutenir des réformes et des opérations favorisant l'emploi à l'échelle nationale ou régionale.

Une clause sociale dans les marchés publics

- ✓ À compter du 1er septembre 2025, une clause sociale sera intégrée dans les appels d'offres internationaux financés par le GBM. Elle imposera qu'au moins 30 % de la main-d'œuvre soit locale.

Une nouvelle Académie du GBM

- ✓ Elle est une plateforme transformative conçue pour renforcer la capacité des pays clients en dotant les dirigeants, décideurs politiques et praticiens de connaissances de pointe en matière de développement mondial.

Une nouvelle version du Cadre de partenariat pays (CPF) du GBM

La nouvelle approche du CPF met l'accent sur la connaissance, l'apprentissage continu et l'adaptation tout au long du cycle de collaboration avec les pays. Six éléments fondamentaux sous-tendent cette nouvelle approche de l'engagement avec les pays :

- ✓ une plus grande sélectivité et une orientation vers les résultats ;
- ✓ la combinaison d'une programmation stratégique et d'un accent accru sur la mise en œuvre grâce à l'introduction d'un processus de planification annuelle des activités ;
- ✓ le renforcement de la collaboration entre les institutions du GBM en tant qu'une seule entité (One WBG);
- ✓ une mobilisation accrue des connaissances à travers le GBM et une plus grande intégration des connaissances mondiales tout au long du cycle de l'engagement avec les pays pour soutenir le renforcement des capacités ;
- ✓ des partenariats renforcés ;
- ✓ une plus grande emphase sur la simplicité et la flexibilité.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE LA STRATÉGIE DU BUREAU

Dans le cadre de sa mission de promotion des intérêts des pays membres du Groupe, le Bureau s'est doté d'un Plan stratégique (ou Boussole stratégique) 2024-2026, axé sur quatre objectifs, qui guide l'ensemble de ses actions.

Au cours de l'année 2025, d'importantes activités ont été menées pour la mise en œuvre de cette stratégie.

OBJECTIF

1 Renforcer les relations avec chacun de nos pays membres afin de les aider à devenir des parties prenantes du Groupe de la Banque mondiale plus connectées et plus autonomes.



Plusieurs visites ont été effectuées dans les pays du Groupe par l'Administrateur pour sensibiliser sur les réformes en cours au sein du GBM (Mauritanie, Djibouti, Cabo Verde, Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée et Burkina Faso).



Présentation des innovations de l'IDA 21 aux Gouverneurs, en marge des Réunions de printemps. Ces innovations concernent le financement du développement et le soutien aux pays à faible revenu.

OBJECTIF

2 Intensifier l'engagement stratégique pour renforcer l'efficacité de nos efforts de plaidoyer en cours au sein du Groupe de la Banque mondiale.



Organisation de réunions périodiques avec les administrateurs des pays africains sur des sujets d'intérêts communs. Parallèlement, le Bureau prend l'initiative de rédiger des déclarations conjointes sur des enjeux partagés par les pays du continent.



Plaidoyer auprès de la Direction du GBM pour la mise en œuvre de l'initiative M300 visant à promouvoir l'accès à l'électricité en faveur des pays africains. Sur 29 pays africains bénéficiaires du programme "national Energie Compact ", 14 pays sont du Groupe (Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Mauritanie, Niger, République démocratique du Congo, République du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Tchad, Togo, Union des Comores).

3

Accroître la connectivité et le partage des connaissances au sein de notre Groupe pour mieux tirer parti des ressources financières, techniques et humaines du Groupe de la Banque mondiale, ainsi que d'autres institutions multilatérales.



Plaidoyer en cours pour l'adoption d'une stratégie en faveur des petits Etats qui permettra d'améliorer leur accès aux financements concessionnels, aux financements climatiques, aux programmes de renforcement des capacités et aux assistances techniques.



Organisation d'un panel sur le thème « renforcer la coopération Sud-Sud grâce au partage des connaissances et au renforcement des capacités pour accroître l'accès à l'énergie en Afrique » pendant les Réunions de printemps en avril 2025.

4

Promouvoir le développement professionnel du personnel du Bureau et accroître la visibilité et la représentation des professionnels africains au sein du Groupe de la Banque mondiale et d'autres institutions internationales.



Organisation, le 15 mai 2025, en partenariat avec le département des ressources humaines du GBM, **d'un webinaire en faveur des jeunes des pays du Groupe sur les opportunités d'emplois au sein du GBM.** 150 jeunes y ont participé.



Rencontre régulière avec les équipes locales du GBM, en marge des visites pays de l'Administrateur, pour leur présenter le mandat du Bureau, échanger avec eux pour mieux promouvoir leurs intérêts au Conseil d'administration de l'Institution et aborder diverses questions d'intérêts communs.



INNOVATIONS DANS LES GUICHETS DE L'IDA21

Dans un contexte marqué par des tensions économiques, géopolitiques, sociales et climatiques, telles que les pandémies, l'instabilité financière et les catastrophes environnementales, le Groupe de la Banque mondiale a réformé son modèle opérationnel pour mieux répondre aux défis des pays en développement. Les innovations de l'IDA21, dont la création de nouvelles fenêtres, découlent directement de cette réforme.

Guichet pour la promotion des opportunités mondiales et régionales (GROW)

L'ancien guichet régional de l'IDA20 a été élargi et renforcé pour devenir GROW, afin de mieux aborder les défis mondiaux et régionaux prioritaires. GROW fournira des ressources complémentaires aux allocations des pays pour financer l'intégration régionale (précédemment couverte par le guichet régional de l'IDA20, qui sera supprimé dans l'IDA21), les défis globaux aux externalités transfrontalières, les activités d'adaptation climatique et le soutien aux réfugiés et aux communautés d'accueil. Les ressources de GROW seront fixées à un maximum de 15,9 milliards de dollars USD, dont jusqu'à 2,4 milliards de dollars USD dédiés à un sous-guichet spécifique pour les réfugiés et communautés d'accueil (WHR). Ceci représente une augmentation de 54% par rapport à l'ancien guichet régional de l'IDA20, qui était de 10,3 milliards de dollars USD.

Mécanisme de réponse aux crises (CRW)

Le CRW disposera d'une enveloppe augmentée à 3,7 milliards de dollars USD, soit une augmentation de 12% par rapport à l'IDA20. Ce guichet fournira un financement de dernier recours pour faire face aux crises graves, incluant jusqu'à 1 milliard de dollars USD pour la réponse précoce afin de soutenir les interventions face aux catastrophes lentes. Le CRW offrira un financement à des conditions concessionnelles, selon les modalités suivantes : (a) les pays éligibles recevront un financement sous forme de dons ; (b) les petits États, bénéficiant de l'exception IDA, recevront des fonds à des conditions économiques favorables ; et (c) tous les autres pays recevront des prêts concessionnels à maturité plus courte.

Guichet de financement complémentaire (SUW)

Le SUW continuera de fournir des ressources supplémentaires pour permettre aux pays éligibles de porter à l'échelle et de mettre en œuvre des investissements à forts impacts. Le montant alloué au SUW sera fixé à un maximum de 10,0 milliards de dollars USD (contre 14,1 milliards de dollars USD dans le cadre de l'IDA20). De cette enveloppe, jusqu'à 7,0 milliards de dollars USD seront accordés à des conditions non concessionnelles et jusqu'à 3,0 milliards de dollars USD à des conditions concessionnelles de prêts de plus courte durée (SML). Bien que l'allocation du SUW soit réduite par rapport à l'IDA20, l'admissibilité aux prêts non concessionnels selon les conditions de la BIRD sera simplifiée et soigneusement évaluée pour éviter d'accentuer les vulnérabilités liées à la dette. Ces prêts non concessionnels seront également accessibles aux organisations régionales éligibles.

Guichet de promotion du secteur privé (PSW)

Les ressources allouées au PSW passeront de 2,5 milliards de dollars USD à 3,2 milliards de dollars USD. Comme pour l'IDA20, le PSW soutiendra les priorités stratégiques d'IFC et de la MIGA dans tous les pays bénéficiaires de l'IDA, tout en mettant un accent particulier sur les pays fragiles ou en conflit et en ciblant les défis mondiaux. La structure de gouvernance du PSW sera simplifiée pour accroître l'efficacité et l'accessibilité tout en renforçant la transparence et la responsabilité. Dans ce contexte, IFC créera un guichet de capitaux concessionnels (CCW), s'engageant ainsi à réserver 500 millions de dollars USD de son bilan pour les activités menées dans le cadre de l'IDA21, lequel sera administré sous la même gouvernance harmonisée du PSW.

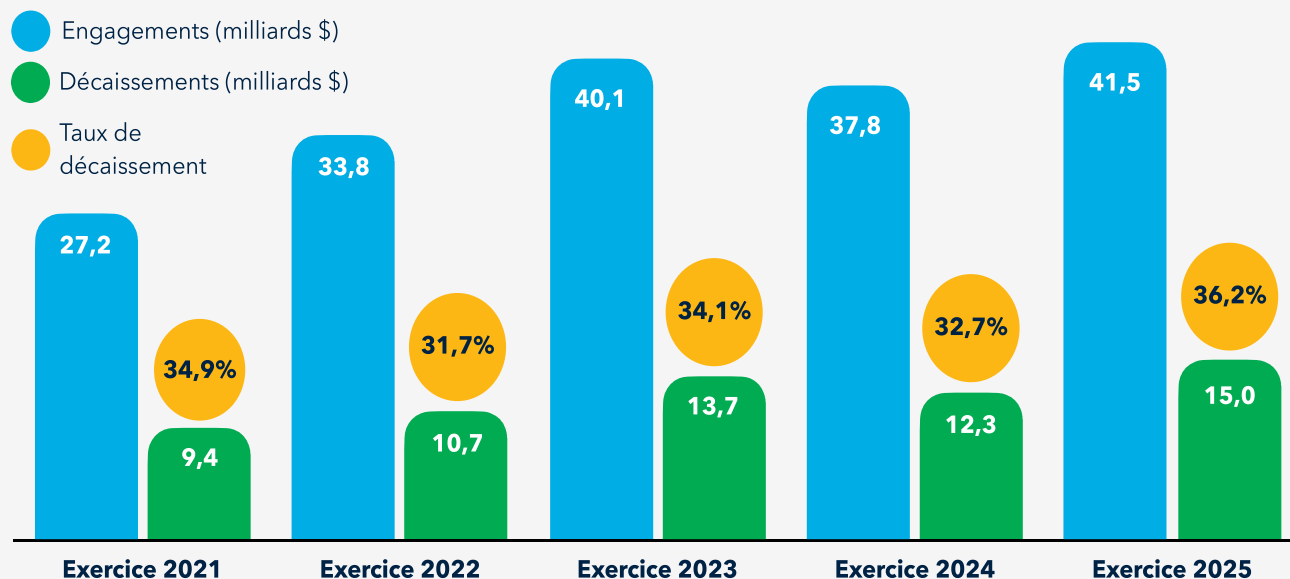
Mécanisme de dons pour la préparation des projets (GFPP)

L'IDA21 introduit une nouvelle enveloppe de financement pour la préparation de projets (GFPP) dans les allocations par pays. L'objectif de l'enveloppe GFPP est de fournir un financement opportun pour la préparation de projets afin de permettre aux pays clients d'améliorer la qualité et la préparation des projets. L'enveloppe GFPP sera fixée à un maximum de 300 millions de dollars USD.

PORTEFEUILLE BIRD ET IDA

Le portefeuille de la Banque mondiale dans les pays du Groupe Afrique II a connu un nouveau pic au cours de l'exercice 2025 pour atteindre un montant de **41,469 milliards USD**, dépassant le pic de 40,132 milliards USD atteint durant l'exercice de 2023.

Le taux de décaissement a atteint 36,2% au cours de l'année fiscale 2025, contre 32,7% en 2024. Ce niveau traduit un renforcement des efforts pour accélérer la mise en œuvre des projets.

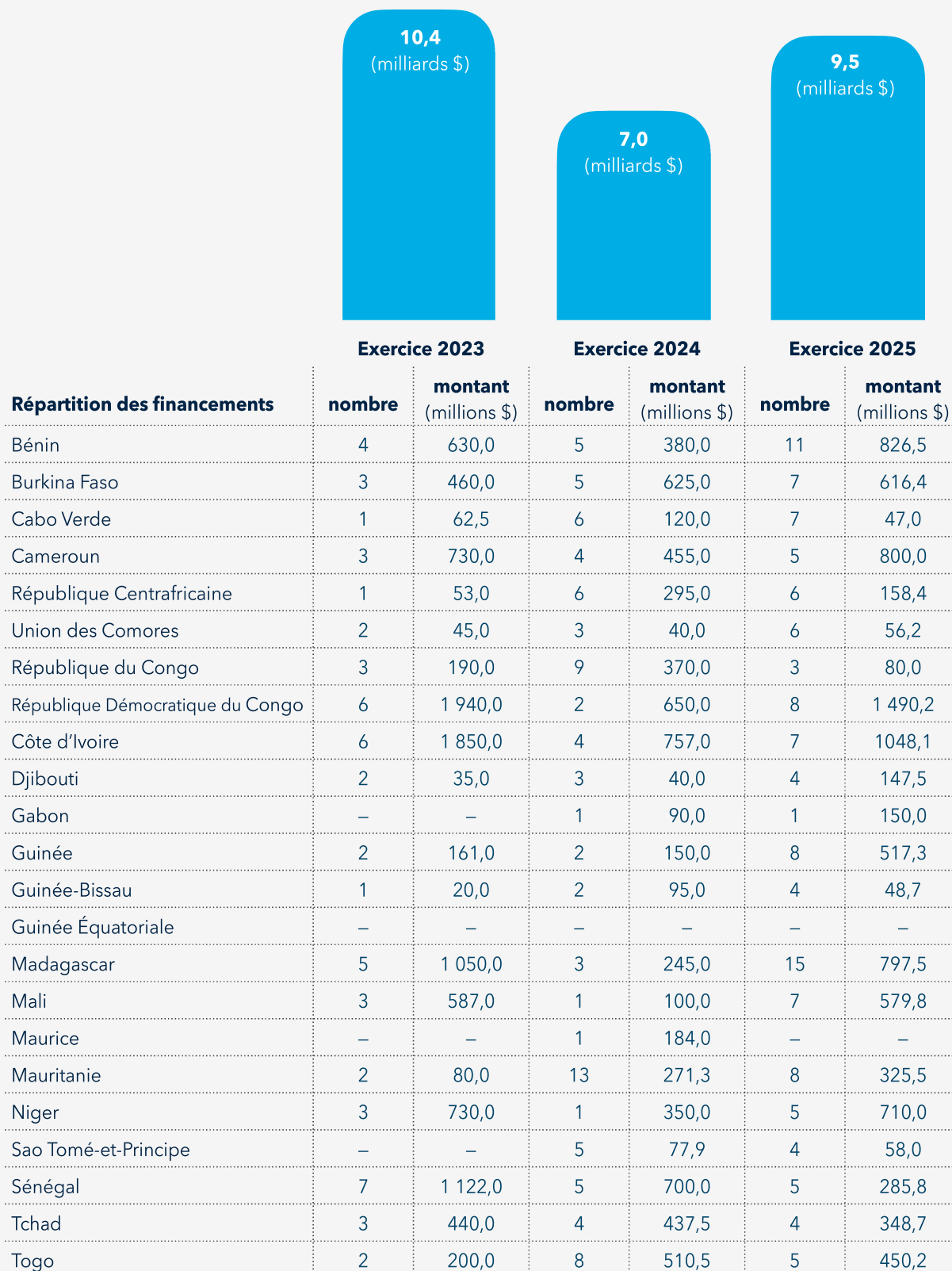


Exercice 2025	Engagements (millions \$)	Décaissements (millions \$)	Taux de décaissement
Bénin	2 984,0	1 285,9	43,1%
Burkina Faso	2 993,5	1 219,1	40,7%
Cabo Verde	282,5	156,3	55,3%
Cameroun	3 927,0	1 314,8	33,5%
République Centrafricaine	867,0	280,0	32,3%
Union des Comores	272,5	131,5	48,3%
République du Congo	790,4	217,4	27,5%
République Démocratique du Congo	7 694,2	2 901,1	37,7%
Côte d'Ivoire	4 419,6	2 101,2	47,5%
Djibouti	427,0	123,1	28,8%
Gabon	274,5	53,8	19,6%
Guinée	913,3	204,7	22,4%
Guinée-Bissau	194,7	57,1	29,3%
Guinée Équatoriale	—	—	—
Madagascar	3 393,0	1 172,7	34,6%
Mali	1 556,8	395,1	25,4%
Maurice	184,0	0,5	0,3%
Mauritanie	712,8	228,2	32,0%
Niger	3 156,5	722,6	22,9%
Sao Tomé-et-Principe	221,4	102,0	46,1%
Sénégal	3 346,9	1 271,9	38,0%
Tchad	1 817,2	695,3	38,3%
Togo	1 040,2	389,8	37,5%

APPROBATIONS DE NOUVEAUX PROJETS

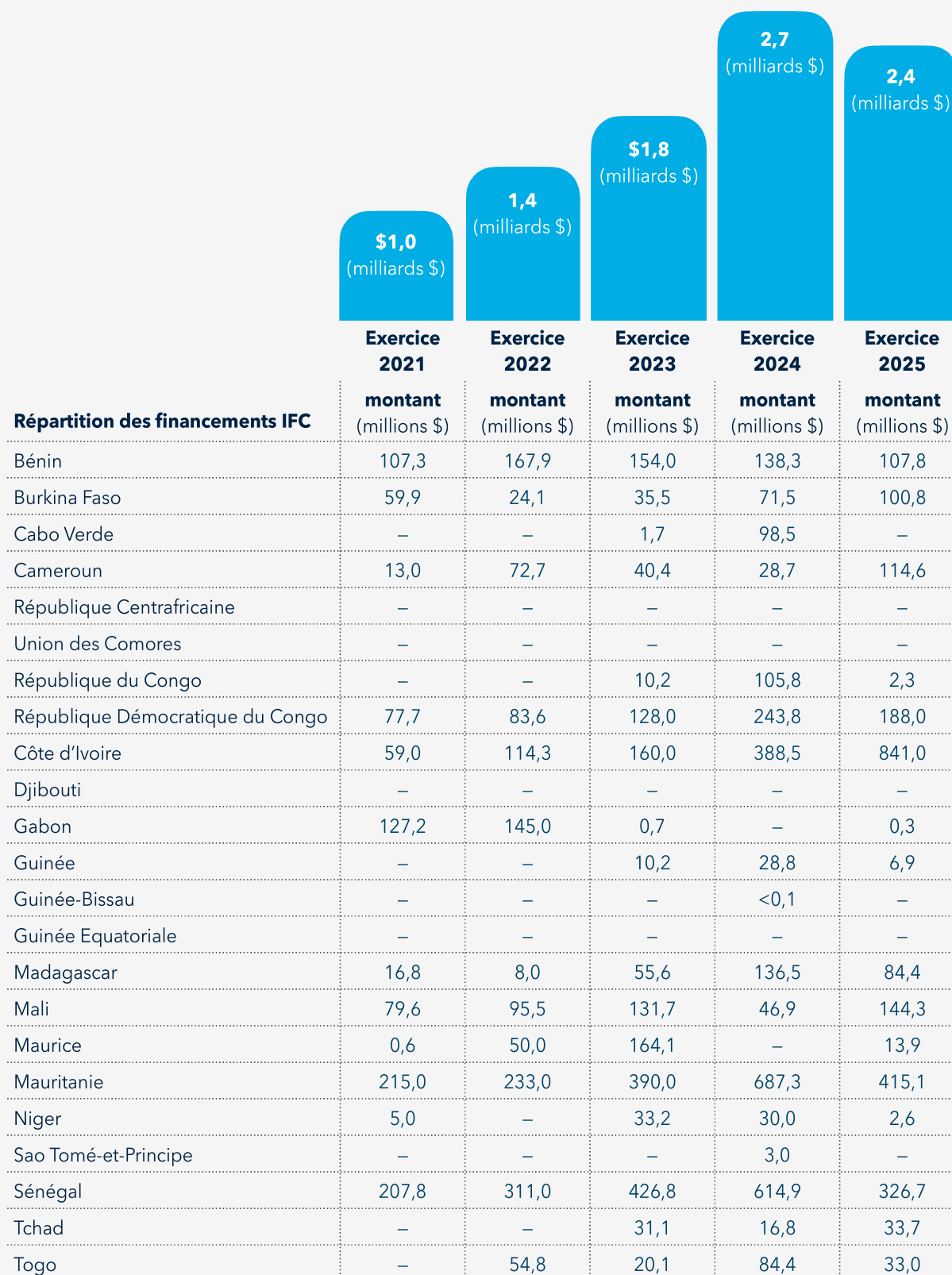
BIRD et IDA

Au cours de l'année fiscale 2025, les nouveaux financements approuvés en faveur des pays du Groupe ont augmenté, atteignant **9,541 milliards USD** pour les financements BIRD et IDA, soit une croissance de 36% par rapport à l'année précédente.



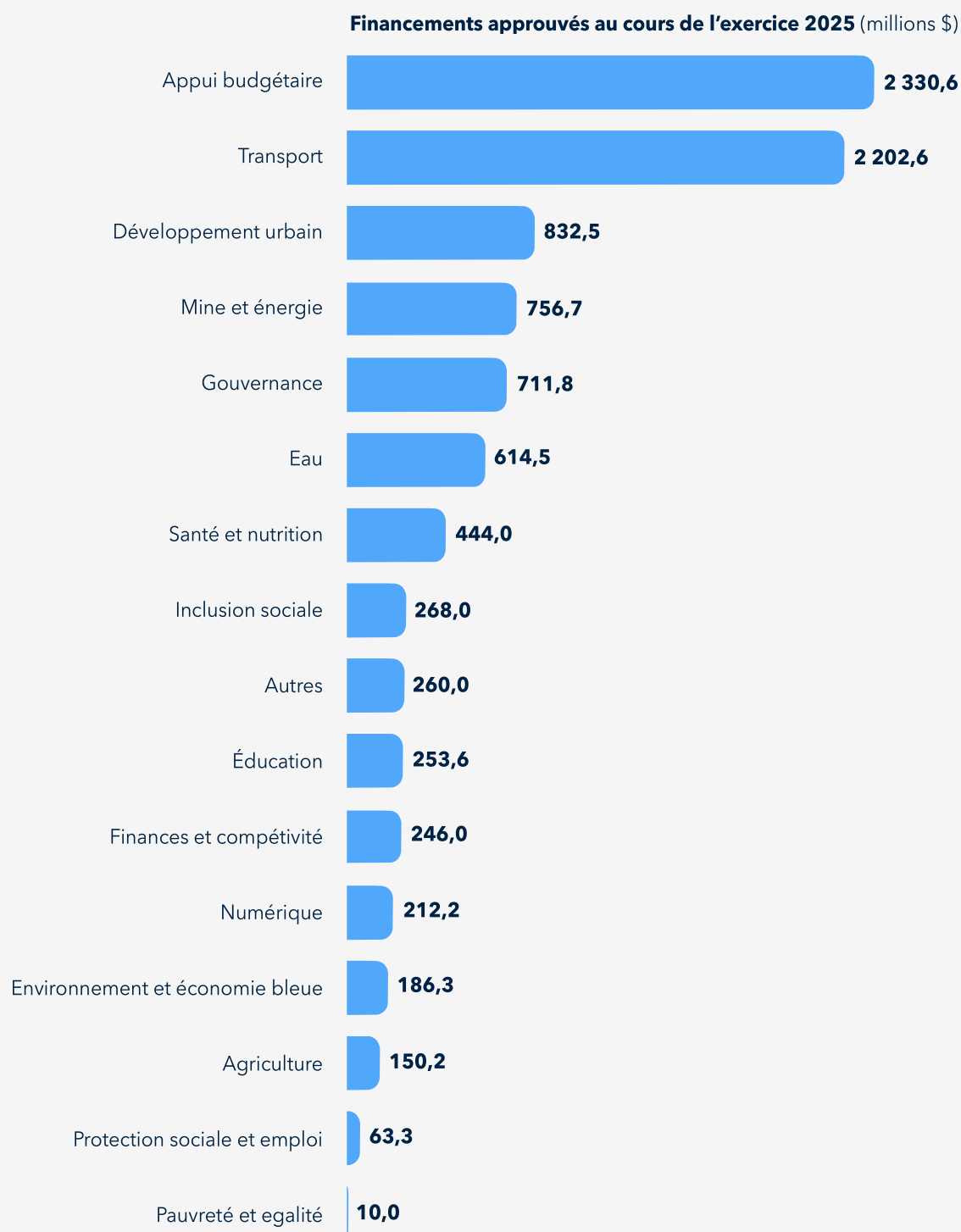
IFC et MIGA

La Société financière internationale a contribué à stimuler le développement économique en encourageant l'investissement privé dans les pays du Groupe à travers l'octroi de financements d'un montant cumulé **2,416 milliards USD** au cours de l'année fiscale 2025. S'agissant de la MIGA, elle a poursuivi son action visant à promouvoir l'investissement direct étranger dans les pays du Groupe en fournissant une assurance contre les risques politiques et en offrant des services consultatifs et de médiation.



PROFIL DES FINANCEMENTS BIRD ET IDA DANS LES PAYS DU GROUPE AFRIQUE II

De nombreux financements ont été approuvés au cours de l'année fiscale 2025 pour les pays du Groupe dans différents secteurs d'activités. Les appuis budgétaires et le secteur du transport ont absorbé environ 50% de ces financements.



EXEMPLE DE FINANCEMENT INNOVANT - UNE HISTOIRE DE REUSSITE

Une opération de conversion de dette en faveur du développement, facilitée par une garantie du Groupe de la Banque mondiale : la Côte d'Ivoire, premier pays à bénéficier de ce financement innovant de la part du GBM

La Côte d'Ivoire est entrée dans l'histoire du GBM en devenant le premier pays à bénéficier, le 5 décembre 2024, d'un appui budgétaire pour l'investissement et la croissance assorti d'une garantie basée sur les politiques économiques. L'opération consiste à échanger des créances contre des programmes de développement pour améliorer le profil de la dette du pays et générer des économies budgétaires qui seront réinvesties dans des projets d'éducation. Elle porte sur environ 400 millions d'euros de la dette commerciale la plus onéreuse de la Côte d'Ivoire, qui arrive à échéance dans les cinq prochaines années.

Grâce aux innovations de la nouvelle plateforme de garantie du Groupe de la Banque mondiale, la Côte d'Ivoire rachètera cette dette à fort taux d'intérêt au moyen d'un prêt commercial assorti : (i) d'un taux d'intérêt plus faible, (ii) d'une échéance plus longue et (iii) d'un mécanisme de différé d'amortissement. La transaction dégagera environ 330 millions d'euros de ressources budgétaires au cours des cinq prochaines années, générant des économies durables d'au moins 60 millions d'euros en valeur actuelle nette, ce qui permettra des investissements essentiels dans l'éducation.

Trop de pays sont confrontés à des paiements croissants au titre du service de la dette qui consomment les ressources qu'ils pourraient consacrer à des priorités de développement telles que l'éducation, les préparant à la réussite à long terme. Grâce à une conversion pionnière de la dette en faveur du développement, facilitée par une garantie du Groupe de la Banque mondiale, le Gouvernement de Côte d'Ivoire vise à relever ces deux défis à la fois. Cette approche innovante a un fort potentiel de répliquabilité dans d'autres pays.

Mme Anna Bjerde
Directrice générale des opérations
du Groupe de la Banque mondiale

PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT ET EXEMPLES DE PROJETS À FORTS IMPACTS

L'Afrique fait face à d'importants défis dans différents secteurs qui freinent son développement économique et social. Au cours de l'exercice fiscal 2025, le Bureau a poursuivi son plaidoyer auprès du GBM à l'effet de mobiliser davantage de ressources. Ce plaidoyer a permis un relèvement du niveau du portefeuille de la Banque mondiale dans nos pays à 41,5 milliards USD dans des secteurs prioritaires tels que l'énergie, le transport, les infrastructures, la santé, le climat, le numérique, et le secteur privé.



ÉNERGIE

La Banque a fait de l'accès à l'énergie en Afrique une priorité à travers le financement de plusieurs projets énergétiques, notamment le programme de développement Inga 3 d'un montant de 250 millions USD. Il contribuera à augmenter le taux d'accès à l'électricité en **République Démocratique du Congo** de 21 % à 62 % d'ici 2030, touchant ainsi 82 millions de personnes. Ce projet favorisera la production hydroélectrique, le développement d'infrastructures rurales, la création d'emplois et le commerce régional de l'énergie. Il renforcera également la gouvernance et la résilience climatique à travers des investissements durables.



INFRASTRUCTURE

En 2025, des projets structurants dans le domaine du transport ont été approuvés en faveur des pays du Groupe, dont le projet d'intégration et de connectivité du sud du **Niger** d'un montant de 400 millions USD. Ce Projet financera la réhabilitation du tronçon Maradi-Zinder de la route nationale 1 (RN1) et la modernisation de 525 km de routes de desserte et de routes rurales pour les rendre conformes aux normes de résilience au climat. Il stimulera la circulation des produits agricoles et la création de nouvelles entreprises.



NUMÉRIQUE

Des financements en faveur du développement du numérique ont été approuvés en 2025. Comme exemple, on peut citer le financement de 100 millions USD octroyé au **Togo** en vue de faciliter l'accès au numérique. Les principaux bénéficiaires incluent plus d'un million de citoyens, dont 90 000 personnes à former aux compétences numériques, 12 000 personnes ciblées pour une amélioration de leur situation professionnelle, et 200 agents formés, ainsi que 7 789 institutions publiques connectées à Internet.

En outre, le projet Digital **Cabo Verde** a été approuvé avec un investissement de 20 millions USD visant à renforcer la compétitivité numérique du pays.



SANTÉ

Au cours de l'année fiscale 2025, le Bureau de l'Administrateur a fait de l'accès aux soins de santé de qualité une priorité. Par exemple, au **Burkina Faso**, le Projet de renforcement de la performance et de la résilience du système de santé (PRPRSS), d'un montant de 150 millions USD, a été approuvé. Cette initiative, axée principalement sur les adolescents, les femmes et les enfants de moins de cinq ans, vise à améliorer la surveillance des maladies ainsi que l'utilisation des services de santé et de nutrition.



L'ÉCONOMIE INTELLIGENTE DU CLIMAT

Le GBM a approuvé un crédit de 100 millions USD pour le Projet de pêche et d'aquaculture de Kounki de **Guinée**. Ce Projet bénéficiera directement à environ 65 000 personnes dans 10 zones côtières et rurales ciblées du pays en leur fournissant les outils et les ressources nécessaires pour s'adapter aux impacts du changement climatique.



LA FINANCE DE DÉVELOPPEMENT

Dans le but d'accroître le financement du développement des pays du Groupe, lors de la 21ème reconstitution des ressources de l'IDA (IDA21), le Bureau a soutenu diverses initiatives visant à maximiser l'impact des ressources de l'IDA, notamment l'amélioration du cadre de passation des marchés, la création du nouveau Mécanisme de don pour la préparation des projets, et le programme de renforcement des capacités de mise en oeuvre des pays clients.

Des innovations importantes visant une structure simplifiée ont été apportées aux différents mécanismes de financement de l'IDA, tels que le Guichet pour la promotion des opportunités mondiales et régionales (GROW), le Mécanisme de financement complémentaire (SUW), le Guichet de réponse aux crises (CRW) et le Guichet de promotion du secteur privé (PSW).



LE SECTEUR PRIVÉ

Par le biais d'IFC et du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA (IDA-PSW), le Groupe de la Banque mondiale soutient activement le secteur privé en Afrique.

D'autre part, le plaidoyer de l'accès du secteur privé à un guichet unique et simplifié des produits MIGA a contribué au lancement d'une nouvelle plateforme de garanties le 1er juillet 2024. Cette plateforme vise à unifier les offres de garanties du GBM, offrant ainsi un guichet unique pour les clients. En **Côte d'Ivoire**, par exemple, la MIGA a accordé en juin 2025, une Garantie de 500,4 millions USD aux banques privées pour les prêts accordés sur une durée maximale de 15 ans, incluant un délai de grâce de 10 ans.



AUTRES VULNÉRABILITÉS

Le plaidoyer en faveur des pays du Groupe exposés aux effets néfastes du changement climatique est une priorité pour le Bureau de l'Administrateur. A titre d'exemple, le Conseil d'administration a approuvé en mars 2025 un projet de résilience communautaire de 31 millions USD pour **Djibouti**, sous forme de dons IDA. L'initiative vise à renforcer l'accès aux services de base, les filets de sécurité et les opportunités économiques pour les populations vulnérables, en particulier les réfugiés et communautés d'accueil dans les zones ciblées par le projet.

ENQUÊTE AUPRÈS DES PAYS DU GROUPE AFRIQUE II

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'actions 2025-2026, le Bureau de l'Administrateur a mené une enquête auprès des pays membres du Groupe pour évaluer leurs perceptions et attentes vis-à-vis de l'engagement du Groupe de la Banque mondiale. Cette démarche visait à identifier les points forts, les lacunes et les axes d'amélioration pour renforcer l'impact des interventions du Bureau.

Principaux résultats de l'enquête

- ✓ *Suivi des projets* : Plus de 90 % des répondants se disent satisfaits du suivi assuré par le Bureau de l'Administrateur, dont 45 % extrêmement satisfaits.
- ✓ *Niveau d'information* : 73 % estiment être bien informés sur les initiatives du GBM. Cependant, la réforme du Groupe de la Banque mondiale à travers la « feuille de route pour l'évolution » de l'Institution demeure peu connue (37,5 % des répondants ont déclaré en être informés).
- ✓ *Satisfaction sur le financement* : 63 % des répondants sont modérément satisfaits du financement de la Banque mondiale ; l'insuffisance des fonds et la lenteur des décaissements sont les principales causes d'insatisfaction.
- ✓ *Financement IFC* : 63 % des répondants sont satisfaits du financement de la Société financière Internationale.
- ✓ *Publications* : Seul un quart des personnes interrogées se sentent très bien informées des publications du Bureau de l'Administrateur.

Recommandations stratégiques des répondants

- ✓ Améliorer la communication et le partage d'informations avec les pays membres, notamment sur les opportunités de financement et les mises à jour régulières.
- ✓ Renforcer le plaidoyer auprès de la Direction du GBM pour défendre les intérêts des pays de la circonscription et amplifier la voix de l'Afrique.
- ✓ Faciliter l'accès aux ressources financières et optimiser les dispositifs existants pour répondre aux besoins nationaux.
- ✓ Renforcer les initiatives de plaidoyer du Bureau afin de faciliter l'accès aux programmes de stage du GBM et aux publications, tout en simplifiant les systèmes de vote pour les pays membres.

MISSIONS DANS LES PAYS DU GROUPE AFRIQUE II

Dans le cadre de son mandat de représentation des pays membres au sein du Conseil d'administration du GBM, l'Administrateur a effectué, au cours de l'année fiscale 2025, plusieurs visites de terrain. Ces missions ont permis de renforcer les liens institutionnels, d'approfondir le dialogue stratégique autour des priorités nationales de développement et de recueillir des orientations essentielles pour l'élaboration des nouveaux Cadres de partenariat pays (CPF), entre autres.

Dans certains des pays visités, l'Administrateur a échangé avec les équipes locales du Groupe de la Banque mondiale. Ces rencontres ont permis un dialogue ouvert entre l'Administrateur et le personnel du GM sur le terrain.

7-8 novembre 2024

Mauritanie

L'Administrateur a effectué une visite officielle en Mauritanie du 7 au 8 novembre 2024 afin d'échanger sur les priorités de développement, notamment autour du Cadre de partenariat pays du Groupe de la Banque mondiale. Des rencontres ont eu lieu avec des responsables du pays, parmi lesquels le Premier Ministre, S.E.M. El Moctar Ould Djay, le Ministre de l'Économie et des Finances, M. Sid'Ahmed Bouh, et le Gouverneur de la Banque centrale, Dr. Mohamed Lemine Ould Dheby. Il a également participé au Forum sur le pastoralisme, où il a souligné l'importance de la résilience climatique.



21-25 janvier 2025

Djibouti

Accueilli par le Ministre de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie, Monsieur Ilyas Moussa Dawaleh, l'Administrateur a participé au lancement du Rapport national sur le climat et une retraite centrée sur les défis climatiques organisée par IFC. Cette retraite a réuni des représentants du GBM, des autorités nationales et des partenaires techniques autour des enjeux du climat et du développement durable. Les discussions ont également mis en lumière les synergies possibles des interventions des entités du GBM.



13-14 mars 2025

Cabo Verde

En marge du Forum sur l'Investissement en Afrique lusophone, qui s'est tenu à Sal les 13 et 14 mars 2025, l'Administrateur a eu l'occasion de rencontrer le Premier Ministre, S.E.M. Ulisses Correia e Silva, ainsi que le Vice-Premier Ministre, S.E.M. Olavo Garcia Correia, afin d'échanger sur les relations entre le pays et le GBM. Durant le Forum, l'Administrateur a participé à une table ronde ministérielle consacrée aux défis et opportunités des pays lusophones. Plus de 300 participants ont ainsi discuté de la diversification économique, de l'intégration régionale et des réformes nécessaires



7-11 avril 2025

Sénégal

L'Administrateur a échangé avec les autorités sur la coopération avec la Banque mondiale, en particulier le Ministre des Finances et du Budget, M. Cheikh Diba.

En outre, il a pris connaissance de la nouvelle Stratégie de développement du Sénégal à l'horizon 2050 et des conclusions du rapport de la Cour des comptes, afin d'identifier les pistes par lesquelles le GBM pourrait accompagner le pays pour l'atteinte de ses objectifs de développement.



12-13 mai 2025

Côte d'Ivoire

L'Administrateur s'est rendu en Côte d'Ivoire pour participer à l'Africa CEO Forum 2025 en tant que panéliste à la table ronde stratégique sur le thème « Capital patient, impact évolutif : l'avenir du financement du développement » avec d'éminents intervenants.

En marge du Forum, il a rencontré le Premier Ministre, S.E.M. Robert Beugré Mambé, et le Ministre de l'Economie, du Plan et du Développement, Mme Nialé Kaba, pour un échange constructif sur le partenariat entre la Côte d'Ivoire et le GBM.



2-3 juin 2025

Guinée

La visite a été marquée par des échanges fructueux avec les autorités nationales, notamment le Premier Ministre, S.E.M. Amadou Oury Bah, le Ministre du Budget M. Facinet Sylla, et le Ministre de l'Économie et des Finances, M. Mourana Soumah. Ces rencontres ont permis de discuter des priorités nationales à intégrer dans le Cadre de partenariat pays en cours de préparation, en mettant l'accent sur la résilience (infrastructures, climat), le développement du capital humain, la diversification économique et les réformes macroéconomiques.



5 juin 2025

Burkina Faso

À Ouagadougou, l'Administrateur a rencontré le Ministre de l'Économie et des Finances, M. Aboubakar Nacanabo, et le Premier Ministre, S.E.M. Jean Emmanuel Ouédraogo. Les discussions ont porté sur les défis sécuritaires, le développement territorial, la promotion de l'éducation et de la santé, la diversification économique et la résilience économique. L'Administrateur a présenté les grandes lignes du nouveau Cadre de partenariat pays, insistant sur la simplification des procédures et l'appropriation nationale.



4-10 septembre 2025

Visite des Administrateurs du GBM au Cabo-Verde

Une délégation d'Administrateurs du GBM a effectué une visite au Cabo Verde du 4 au 10 septembre 2025, dans le cadre d'un voyage thématique sur le thème « Transition énergétique et utilisation durable des ressources marines pour favoriser la croissance dans les zones côtières ». Cette visite faisait suite à un programme au Portugal et visait à approfondir la compréhension du Conseil d'administration des priorités de développement, des défis et des opportunités du Cabo Verde.

La délégation du GBM était composée d'Administrateurs exécutifs et de suppléants représentant plus de 70 pays à travers l'Afrique, l'Europe, l'Asie, le Moyen-Orient et les Amériques, disposant d'un poids de vote significatif au sein du GBM. Pendant cette visite, les Administrateurs ont rencontré le Président de la République, le Premier Ministre et les principaux responsables gouvernementaux, ainsi que des représentants du secteur privé, de la société civile et des partenaires au développement.



COOPÉRATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES

Partenariat avec les institutions de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) : Appui technique et plaidoyer auprès de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) et des pays membres de la CEMAC pour la mise en œuvre de la régulation du Marché des changes (FOREX)

Le Bureau a facilité le Dialogue de haut niveau du 11 au 15 décembre 2024 à Douala et participé à la réunion ministérielle du 22 avril 2025 à Washington, D.C., dans le but de conclure les négociations entre la BEAC, les États membres et les multinationales pétrolières en zone CEMAC au sujet de la mise en œuvre de la régulation du FOREX, du rapatriement des profits et la domiciliation des fonds de restitution des sites pétroliers. Depuis le 1er mars 2025, cette mise œuvre est en cours de progression.

Rencontre avec le Professeur José Manuel Barroso, Président de GAVI

Le Bureau a accueilli, en avril 2025, le Professeur José Manuel Barroso, Président de GAVI (l'Alliance du Vaccin), pour discuter du renforcement de la souveraineté pharmaceutique africaine et de l'accélération de la production locale de vaccins. Cet échange a mis en lumière l'importance de soutenir les capacités nationales de fabrication, de faciliter les transferts de technologies et de renforcer les régulations, afin de réduire la dépendance aux importations et de créer des emplois durables sur le continent. En effet, depuis sa création, GAVI a été un partenaire privilégié de l'Afrique, y compris en accompagnant la mise en œuvre de l'Accélérateur africain de fabrication de vaccins, conçu conjointement avec l'Union africaine et le Centre africain de lutte contre les maladies.



Renforcement des relations avec les Nations Unies

Lors des Réunions de printemps 2025 du FMI et du GBM, une rencontre de haut niveau a été organisée par l'Administrateur pour le Groupe Afrique II, M. Harold Tavares. Participaient à cette rencontre Mme Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, plusieurs Gouverneurs du FMI et du GBM, ainsi que l'équipe du Bureau de l'Administrateur. Facilitée par Mme Marlène Suzie Nzengou, la réunion a permis d'aborder la question de la préparation de la Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) à Séville (Espagne), et de discuter des enjeux majeurs comme la dette, l'énergie, l'emploi et la résilience économique des pays africains.

CAUCUS AFRICAIN 2025 A BANGUI, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

Succès diplomatique

Sous le haut patronage de Son Excellence, Professeur Faustin Archange TOUADERA, Président de la République Centrafricaine, l'édition 2025 du Caucus, tenue à Bangui, du 30 juillet au 2 août 2025, a été un signal fort de résilience et de légitimité retrouvée de la RCA, une symbolique diplomatique et un outil de changement de la perception internationale.

Succès technique

Les Gouverneurs ont échangé activement sur le thème « Infrastructures résilientes, capital humain et richesse verte : leviers indispensables pour une croissance forte, inclusive et durable en Afrique », usant d'une approche structurante qui intègre infrastructures, développement humain et environnement, avec un accent particulier sur des solutions innovantes de financement susceptibles de combler le déficit d'infrastructures en Afrique et sur l'amélioration de la capacité budgétaire et de l'efficacité de l'investissement public aux fins d'infrastructures résilientes en Afrique.

Succès organisationnel

Un contenu de programme riche, dont un événement parallèle sur les zones économiques spéciales (ZES) et intégration du secteur informel, suivi de sessions sur des solutions innovantes de financement, le renforcement des capacités fiscales, et les outils numériques (intelligence artificielle, fintech, finance climatique). Le tout exécuté de main de maître par une équipe nationale efficace et laborieuse, sous l'autorité des Gouverneurs du GBM et du FMI pour la RCA ; avec l'appui technique et logistique des Bureaux des Administrateurs représentant les pays africains, dont la RCA, aux Conseils d'administration des institutions de Bretton Woods.

Succès de participation

Près de 400 délégués dont des Ministres des Finances, de l'Economie et de la Planification, des Gouverneurs des banques centrales africaines, trois Vice-Présidents du GBM, des représentants du secteur privé, et les partenaires techniques et financiers, ont activement participé et contribué aux sessions plénières, ateliers, et tables rondes.

Succès logistique

Une logistique complexe parfaitement orchestrée (36 tonnes de matériel : tentes adaptées, écrans géants, sonorisation, dispositifs multilingues, décoration), accueil et séjour sécurisés.

Succès culturel

Activités culturelles et événementielles (performance artistique et orchestrale, théâtre musical "Notre Histoire", spectacle « MBAYE ti E », course traditionnelle de pirogues sur le fleuve Oubangui, foire aux produits locaux et artisanat, expositions, rencontres d'affaires, concert live, défilé de coiffure africaine, peinture géante en direct, et dîner officiel) ont mêlé diplomatie et rayonnement culturel.



Succès des résultats

- ✓ **Mémoire des Gouverneurs** discuté. Il fait un état factuel des lieux et propose des pistes de solutions innovantes, des options politiques réalisables, des mécanismes et instruments adaptés pour combler le déficit d'infrastructures en Afrique et accroître la capacité fiscale des pays ainsi que l'efficacité de leurs investissements, y compris dans l'Intelligence artificielle. Il formule des recommandations qui seront soumises aux autorités du GBM et du FMI en octobre 2025.
- ✓ **Déclaration de Bangui** adoptée et proclamée. Elle s'articule autour de solutions innovantes réalisables qui privilégient la viabilité financière des pays africains tirée par la mobilisation des ressources domestiques, des financements concessionnels, et moins d'emprunts et de dettes
- ✓ **Site Web du Caucus Africain** pérennisé. Il servira de mémoire institutionnelle adaptable.

Retombées concrètes pour la RCA

- ✓ **Engagement de la Banque de développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC)** à financer un projet agro-industriel de grande envergure à Pissa (Lobaye), avec production agricole, transformation locale et création d'emplois.
- ✓ **Signature de quatre conventions d'investissement**, dont le lancement d'un programme pilote de construction de 300 logements sociaux pour fonctionnaires (santé, éducation, sécurité), avec un focus sur les zones rurales.
- ✓ **Priorité donnée aux PME locales dans l'exécution des projets nationaux**, soutenant le développement économique interne.
- ✓ **Appel au financement du Plan national de développement 2024-2028 (PND-RCA)**, axé, entre autres, sur l'état de droit et la gouvernance, le capital humain, les infrastructures y compris énergétiques, la transformation numérique, ainsi que la production et les chaînes de valeur dont l'agriculture intelligente.
- ✓ **Appel à l'investissement dans la jeunesse** avec un accent sur l'intelligence artificielle, l'entrepreneuriat et les mécanismes innovants de financement.

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS | 20EME COHORTE

Le Programme de stage de six mois du GBM vise à renforcer les capacités techniques et opérationnelles de professionnels des cadres des administrations publiques en leur offrant une immersion au sein des équipes de l'Institution. À travers ce programme, les participants acquièrent une compréhension approfondie des enjeux du développement, tout en contribuant activement aux opérations du GBM. Ainsi, chaque année, le Programme accueille un total de 32 fonctionnaires des pays éligibles dont 10 provenant de l'Afrique. Depuis le lancement du Programme en 2005, 65 ressortissants des pays de notre Groupe ont pu y participer.

Dans le cadre de la 20ème cohorte reçue par le Bureau durant l'année fiscale 2025, les pays suivants étaient représentés : Djibouti, Guinée, Niger et Sao Tomé-et-Principe. Après six mois d'engagement, les participants dressent un bilan riche et prometteur.



DJIBOUTI

Ayanleh Djama Waberi

Ministère de l'Economie et des Finances chargé de l'Industrie

« Cette expérience a été un tournant dans mon parcours, me permettant de mieux comprendre les dynamiques multilatérales et de contribuer plus efficacement aux projets de développement à Djibouti. »



GUINÉE

Haliratou Diallo

Ministère du Plan et de la Coopération internationale

« Le programme VSP m'a permis de renforcer ma compréhension des politiques opérationnelles du GBM, me rendant ainsi plus apte à suivre efficacement les projets en Guinée. »



NIGER

Jabir Assaliha Maimounnata

Ministère de l'Economie et des Finances

« Grâce à cette immersion, nous avons renforcé notre capacité à aligner les politiques stratégiques du GBM sur les priorités nationales. »



SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

Cadyna Afonso da Costa Cardoso D'Almeida

Ministère du Plan et des Finances

« J'ai appris que pour le GBM, les obstacles ne sont que des défis à relever lorsque les expertises et les ressources sont mobilisées pour faire la différence. »

GROUPE AFRIQUE II | CONSEIL DES GOUVERNEURS*

BÉNIN

M. Romuald Wadagni

Ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances
– Gouverneur GBM et FMI

BURKINA FASO

M. Aboubakar Nacanabo

Ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective
– Gouverneur GBM et FMI

M. Amidou Ouedraogo

Directeur général de la Coopération
– Gouverneur suppléant GBM et FMI

CABO VERDE

S.E.M. Olavo Avelino Garcia Correia

Vice-Premier Ministre, Ministre des Finances et de la
Promotion des entreprises, Ministre de l'Économie numérique
– Gouverneur GBM

M. Alcindo Mota

Secrétaire d'État aux Finances
– Gouverneur suppléant GBM

CAMEROUN

M. Alamine Ousmane Mey

Ministre de l'Economie, de la Planification et de
l'Aménagement du territoire
– Gouverneur GBM

M. Thomas Kinge

Directeur de la Coopération Nord-Sud, Ministère de
l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du
territoire
– Gouverneur suppléant GBM

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

M. Richard Filakota

Ministre chargé de l'Economie, du Plan et de la
Coopération internationale
– Gouverneur GBM

M. Franklin-Melnick Dackpa

Directeur général de l'Economie
– Gouverneur suppléant GBM

UNION DES COMORES

M. Ibrahim Mohamed Abdourazak

Ministre des Finances, du Budget et du Secteur bancaire
– Gouverneur GBM

Mme Nadja Said Abdallah

Commissaire Général au Plan
– Gouverneur suppléant GBM

RÉPUBLIQUE DU CONGO

M. Ludovic Ngatse

Ministre de l'Economie, du Plan et de l'Intégration régionale
– Gouverneur GBM

M. Christian Yoka

Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public
– Gouverneur suppléant GBM et Gouverneur FMI

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

M. Doudou Fwamba Likunde Li-Botayi

Ministre des Finances
– Gouverneur GBM

Mme Malangu Kabedi-Mbuyi

Gouverneur Banque centrale du Congo
– Gouverneur suppléant GBM et Gouverneur FMI

CÔTE D'IVOIRE

Mme Nialé Kaba

Ministre de l'Economie, du Plan et du Développement
– Gouverneur GBM

M. Moussa Sanogo

Ministre du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des
Entreprises publiques
– Gouverneur suppléant GBM

DJIBOUTI

M. Ilyas Moussa Dawaleh

Ministre de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie
– Gouverneur GBM

M. Abdou-Razak Ahmed Idriss

Secrétaire général
– Gouverneur suppléant GBM

GABON

M. Henri-Claude Oyima

Ministre d'État, Ministre de l'Economie, des Finances, de la Dette
et des Participations, chargé de la Lutte contre la vie chère
– Gouverneur GBM

Mme Louise Pierrette Mvono

Ministre de la Planification et de la Prospective
– Gouverneur suppléant GBM

GUINÉE

M. Facinet Sylla

Ministre du Budget
– Gouverneur GBM

M. Mourana Soumah

Ministre de l'Economie et des Finances
– Gouverneur suppléant GBM

GUINÉE-BISSAU

M. Soares Sambú

Ministre de l'Economie, du Plan et de l'Intégration régionale
– Gouverneur GBM

M. Ilídio Vieira Té

Ministre des Finances
– Gouverneur suppléant GBM et Gouverneur FMI

GUINÉE ÉQUATORIALE

Mme Milagrosa Obono Angue

Ministre délégué au Trésor de la Guinée Equatoriale
– Gouverneur GBM

Mme Maria Ebiaca Moete

Secrétaire d'État aux Finances, à la Planification et au Développement économique
– Gouverneur suppléant GBM

MADAGASCAR

Mme Rindra Hasimbelo Rabarininarison

Ministre de l'Economie et des Finances
– Gouverneur GBM et FMI

M. Andy Velomadiana Bearison

Ramanampanoharana

Secrétaire général du Ministère de l'Economie et des Finances
– Gouverneur suppléant GBM

MALI

M. Alousséni Sanou

Ministre de l'Economie et des Finances
– Gouverneur GBM et FMI

MAURICE

S.E.M. Navinchandra Ramgoolam

Premier Ministre, Ministre de la Défense, des Affaires intérieures et des Communications extérieures, Ministre des Finances et Ministre chargé de Rodrigues et des Îles périphériques
– Gouverneur GBM et FMI

M. Arandsing Acharuz

Secrétaire financier
– Gouverneur suppléant GBM

MAURITANIE

M. Abdallah Souleymane Cheikh-Sidia

Ministre de l'Economie et des Finances
– Gouverneur GBM

M. Mohamed Salem Nany

Directeur général des Financements et de la Coopération économique
– Gouverneur suppléant GBM

NIGER

S.E.M. Ali Mahaman Lamine Zeine

Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des Finances
– Gouverneur GBM

M. Mamane Sidi

Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances
– Gouverneur suppléant GBM et FMI

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

M. Gareth Haddad do Espirito Santo Guadalupe

Ministre d'État, Économie et Finances
– Gouverneur GBM

SÉNÉGAL

M. Cheikh Diba

Ministre des Finances et du Budget
– Gouverneur GBM et FMI

M. Adbourahmane Sarr

Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération
– Gouverneur suppléant GBM et FMI

TCHAD

M. Tahir Hamid Nguilin

Ministre d'État, Ministre des Finances, du Budget, de l'Economie et du Plan
– Gouverneur GBM

Mme Fatima Haram Acyl

Ministre délégué auprès du Ministre des Finances, chargé de l'Economie et du Plan
– Gouverneur suppléant GBM

TOGO

Mme Ablamba Ahoefavi Johnson

Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République
– Gouverneur GBM

PERSONNEL DU BUREAU DU GROUPE AFRIQUE II



CABO VERDE
Harold Tavares
Administrateur



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Marlène Suzie Nzengou
Administratrice suppléante



TOGO
Abdoul Karim Ouro Samah
Conseiller principal



GABON
Léopold Engozogo Mba
Conseiller principal



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Armand Atomate
Conseiller principal



CABO VERDE
Oriana Tavares Barbosa Gonçalves
Conseillère principale



BÉNIN
Bona Majdouline Adam Soule
Conseillère principale



SÉNÉGAL
Fatou Diallo
Conseillère principale



GUINÉE
Mamadou Diallo
Conseiller



CAMEROUN
Pascal Dooh-Bill
Conseiller



NIGER
Abdoukarim Kotondi Amadou
Conseiller



SÉNÉGAL
Youssouph Diallo
Conseiller



CÔTE D'IVOIRE
Kousson Eve Christelle Adje Doukouré
Conseillère



Fatimata Drave Diakité
Analyste



Emile Ekamby
Assistant



Sophie Mia Carama
Assistante

GROUPE AFRIQUE II | PAYS MEMBRES



Bénin



Burkina Faso



Cabo Verde



Cameroun



République
Centrafricaine



Union des Comores



République
du Congo



République Démocratique
du Congo



Côte d'Ivoire



Djibouti



Gabon



Guinée



Guinée-Bissau



Guinée Equatoriale



Madagascar



Mali



Maurice



Mauritanie



Niger



Sao Tomé-et-Principe



Sénégal



Tchad



Togo



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
GROUPE AFRIQUE II

Bureau de l'Administrateur pour le Groupe Afrique II
1818 H Street N.W.
Washington, DC 20433
USA

worldbank.org/eds13
eds13@worldbank.org